

**Arrêté préfectoral n°32-2025-03-21-00003  
portant abrogation des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 28 août 2023  
et d'astreinte administrative du 14 août 2024 pris à l'encontre de la société BEZERRA  
pour son site de Bascous**

**Le Préfet du Gers,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le décret du 27 novembre 2024, nommant Monsieur Alain CASTANIER, préfet du Gers ;
- Vu** le décret du 10 mai 2024, nommant Monsieur Cédric KARI-HERKNER, secrétaire général de la préfecture du Gers, sous-préfet d'Auch ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral, du 2 décembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Cédric KARI-HERKNER, secrétaire général de la préfecture du Gers, sous-préfet d'Auch ;
- Vu** l'arrêté préfectoral, du 8 janvier 2003, autorisant la société BEZERRA à exploiter à ciel ouvert une carrière de graves et sables située aux lieux-dits « A Haubet » et « A Bastarrot » sur le territoire de la commune de Bascous ;
- Vu** l'arrêté préfectoral modificatif, du 12 mars 2003, autorisant la société BEZERRA à exploiter à ciel ouvert une carrière de graves et sables située aux lieux-dits « A Haubet » et « A Bastarrot » sur le territoire de la commune de Bascous ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°32-2023-08-28-00001, du 28 août 2023, mettant en demeure la société BEZERRA pour la carrière qu'elle exploite aux lieux-dits « A Haubet » et « A Bastarrot » sur la commune de Bascous ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°32-2024-08-14-00011, du 14 août 2024, rendant redevable d'une amende et d'une astreinte administrative la société BEZERRA pour la carrière qu'elle exploite aux lieux-dits « A Haubet » et « A Bastarrot » sur la commune de Bascous ;
- Vu** le porter à connaissance, transmis par l'exploitant le 18 février 2025, répondant aux manquements visés dans l'arrêté d'astreinte ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées, du 18 mars 2025, faisant suite à la visite d'inspection du 6 mars 2025 de l'installation exploitée sur le territoire de la commune de Bascous par la société BEZERRA, dont une copie a été transmise à l'exploitant ;
- Considérant** que lors de la visite d'inspection du 6 mars 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que la société BEZERRA s'était conformée aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 août 2023 qui cesse donc de faire effet ;
- Considérant** que l'arrêté préfectoral rendant redevable d'une astreinte administrative journalière la société BEZERRA étant lié à la mise en demeure, l'astreinte n'a pas lieu d'être maintenue ;
- Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture du Gers,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1**

L'arrêté préfectoral n°32-2023-08-28-00001, du 28 août 2023, de mise en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel, du 22 septembre 1994, relatif aux exploitations de carrière ainsi que celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation, du 8 janvier 2003 susvisé, pris à l'encontre de la société BEZERRA pour la carrière qu'elle exploite aux lieux-dits « A Haubet » et « A Bastarrot » sur la commune de Bascous, est abrogé.

## ARTICLE 2

L'arrêté préfectoral complémentaire n°32-2024-08-14-00011, du 14 août 2024, rendant redevable d'une amende et d'une astreinte administrative journalière la société BEZERRA pour la carrière qu'elle exploite aux lieux-dits « A Haubet » et « A Bastarrot » sur la commune de Bascous, est abrogé.

## ARTICLE 3

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Gers pendant une durée minimale de deux mois.

Il sera également publié sur le recueil des actes administratifs de la préfecture du Gers.

## ARTICLE 4

Le présent arrêté sera notifié à la société BEZERRA sise 41 rue Aurensan à Montréal (32250).

## ARTICLE 5

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), la sous-préfète de Condom et le directeur régional des finances publiques d'Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, au maire de la commune de Bascous.

Fait à Auch, le **21 MARS 2025**

Pour le préfet et par délégation  
le secrétaire général



Cédric KARI-HERKNER

### Délais et voies de recours :

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (le tribunal administratif de Pau, Villa Noubilos – Cours Lyautey – BP 543 – PAU CEDEX) dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

1. par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code susvisé dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.
2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).